

NATIONS UNIES

# Assemblée générale

CINQUANTE-DEUXIEME SESSION

*Documents officiels*

TROISIEME COMMISSION  
24e séance  
tenue le  
lundi 3 novembre 1997  
à 15 heures  
New York

---

## COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 24e SÉANCE

Président : M. BUSACCA (Italie)

### SOMMAIRE

POINT 102 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT SOCIAL, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES A LA SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE ET AUX JEUNES, AUX PERSONNES AGEES, AUX HANDICAPES ET A LA FAMILLE (suite)

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : PREVENTION DU CRIME ET JUSTICE PENALE (suite)

POINT 104 DE L'ORDRE DU JOUR : CONTROLE INTERNATIONAL DES DROGUES (suite)

POINT 105 DE L'ORDRE DU JOUR : PROMOTION DE LA FEMME (suite)

POINT 106 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DES RESULTATS DE LA QUATRIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LES FEMMES (suite)

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES, QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES, AUX RAPATRIES ET AUX PERSONNES DEPLACEES ET QUESTIONS HUMANITAIRES (suite)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.3/52/SR.24  
20 mars 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

97-82473 (F)



/...

La séance est ouverte à 15 h 15.

POINT 102 DE L'ORDRE DU JOUR : DÉVELOPPEMENT SOCIAL, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES A LA SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE ET AUX JEUNES, AUX PERSONNES AGEES, AUX HANDICAPES ET A LA FAMILLE (suite) (A/C.3/52/L.11/Rev.1)

Projet de résolution de A/C.3/52/L.11/Rev.1

1. Mme NYAMSUREN (Mongolie) présente au nom de ses auteurs le projet de résolution A/C.3/52/L.11/Rev.1 intitulé "L'éducation pour tous". Après avoir appelé l'attention sur les modifications introduites dans la version révisée du projet, la représentante de la Mongolie fait savoir que Cuba, le Danemark, l'Inde, la Mauritanie, la République de Corée et le Venezuela se sont joints aux auteurs du projet, et exprime l'espoir que celui-ci sera adopté par consensus.

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : PRÉVENTION DU CRIME ET JUSTICE PÉNALE (suite) (A/C.3/52/L.22 et A/C.3/52/L.23)

Projet de résolution de A/C.3/52/L.22

2. M. ADAWA (Kenya), parlant au nom du Groupe des Etats d'Afrique, présente le projet de résolution de A/C.3/52/L.22, intitulé "Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants", se réfère brièvement à son contenu et exprime l'espoir que la Commission l'adoptera par consensus.

Projet de résolution de A/C.3/52/L.23

3. M. BARATOLO (Italie) présente au nom de ses auteurs le projet de résolution de A/C.3/52/L.23, intitulé "Renforcement du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, en particulier de ses moyens de coopération technique" et fait savoir que l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, le Canada, la France, la Grèce, la République de Moldova et Saint-Marin se sont joints aux auteurs du projet. Les Etats Membres ont clairement manifesté leur appui aux activités de prévention du crime menées par l'Organisation des Nations Unies lorsqu'elle les a fait figurer au nombre des priorités du plan à moyen terme pour la période 1998-2001. Par ailleurs, le danger que représente la criminalité transnationale organisée a été reconnu aux échelons politiques les plus élevés, notamment dans différentes déclarations formulées à l'occasion de l'ouverture de la session en cours de l'Assemblée générale. Les auteurs du projet, qui se félicitent des initiatives qu'a prises le Secrétaire général pour renforcer les activités du Centre pour la prévention du crime, soulignent que le projet de résolution a, entre autres objectifs, celui de contribuer à l'augmentation des ressources allouées aux programmes de lutte contre la criminalité. M. Baratolo se réfère en particulier au paragraphe 9 du projet de résolution et espère que la Commission adoptera le projet par consensus.

POINT 104 DE L'ORDRE DU JOUR : CONTROLE INTERNATIONAL DES DROGUES (suite)  
(A/C.3/52/L.14 et Corr.1)

Projet de résolution de A/C.3/52/L.14 et Corr.1

4. M. ALBIN (Mexique) présente au nom de ses auteurs le projet de résolution de A/C.3/52/L.14 et Corr.1, intitulé "Action internationale contre la production illicite et le trafic des drogues et la toxicomanie" et fait savoir que l'Albanie, l'Arménie, Chypre, la Côte d'Ivoire, la Fédération de Russie, la Géorgie, le Guyana, Haïti, l'Islande, Israël, Monaco, l'Ouzbékistan, la République de Moldova, Saint-Marin et Singapour se sont joints aux auteurs. Le fait que le projet soit parrainé par des pays de toutes les régions du monde démontre la portée mondiale du problème de la drogue et l'engagement de la communauté internationale de le résoudre. Après avoir brièvement exposé le contenu du projet, M. Albin exprime l'espoir qu'il sera adopté par consensus.

POINT 105 DE L'ORDRE DU JOUR : PROMOTION DE LA FEMME (suite) (A/C.3/51/L.18, A/C.3/52/L.20/Rev.1, A/C.3/52/L.21, A/C.3/52/L.17 et A/C.3/52/L.19)

POINT 106 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DES RESULTATS DE LA QUATRIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LES FEMMES (suite) (A/C.3/52/L.17)

Projet de résolution de A/C.3/52/L.18

5. M. GIROUX (Canada), parlant également au nom des délégations de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, présente le projet de résolution A/C.3/52/L.18, intitulé "Amélioration de la situation des femmes au Secrétariat", et appelle l'attention de la Commission sur le fait qu'il a été inséré, après le deuxième alinéa du préambule, un nouvel alinéa qui se lit comme suit : "Rappelant également ses résolutions 52/67 du 12 décembre 1996 et 52/226 C du 3 avril 1997 relatives à la situation des femmes au Secrétariat,". En outre, au paragraphe 2 du dispositif, le membre de phrase "et en tenant compte du fait que certains pays, notamment des pays en développement et des pays en transition, ne sont pas représentés ou sont sous-représentés" a été remplacé par les mots "et en tenant compte du fait que les femmes de certains pays, notamment des pays en développement et des pays en transition, ne sont pas représentées ou sont sous-représentées". Par ailleurs, M. Giroux fait savoir que l'Afghanistan, l'Albanie, l'Algérie, l'Allemagne, Andorre, l'Argentine, l'Arménie, le Bangladesh, la Barbade, la Belgique, le Brésil, le Burkina Faso, Fidji, le Guatemala, la Guinée-Bissau, le Honduras, la Hongrie, les Iles Marshall, l'Irlande, l'Islande, la Jamaïque, le Japon, la Jordanie, le Kazakhstan, le Kenya, le Kirghizistan, la Malaisie, la Micronésie, la Mongolie, le Mozambique, le Panama, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, la Pologne, la République de Corée, la République-Unie de Tanzanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Saint-Marin, Singapour, le Soudan, le Swaziland, la Tunisie et le Turkménistan se sont joints aux auteurs du projet. M. Giroux souligne, parmi les nouveaux éléments du projet, le libellé du paragraphe 5 du dispositif et exprime l'espoir que le projet sera adopté par consensus.

Projet de résolution de A/C.3/52/L.20/Rev.1

6. Mme DAVID (Philippines) présente au nom de ses auteurs le projet de résolution A/C.3/52/L.20/Rev.1, intitulé "Traite des femmes et des petites

filles". Les coauteurs sont convaincus que si l'on veut affronter avec succès le problème posé par la traite des femmes et des petites filles, une coopération constante de la communauté internationale et l'assistance continue du système des Nations Unies sont indispensables, en particulier pour rassembler des données qui permettent de formuler des stratégies efficaces dans tous les domaines. Mme David fait savoir que le Burkina Faso, l'Espagne, la France, le Guatemala, le Portugal, la Suède et l'Ukraine se sont joints aux auteurs et exprime l'espoir que le projet de résolution sera adopté par consensus.

Projet de résolution de A/C.3/52/L.21

7. M. RAMAKER (Pays-Bas) présente au nom de ses auteurs le projet de résolution de A/C.3/52/L.21, intitulé "Pratiques traditionnelles ou coutumières affectant la santé des femmes et des fillettes" et fait savoir que l'Argentine, le Botswana, le Burkina Faso, le Cameroun, Chypre, Cuba, les Etats-Unis d'Amérique, l'Ethiopie, l'Inde, le Japon, Monaco, le Mozambique, le Panama, la Pologne, la République de Moldova, la Roumanie et le Swaziland se sont joints à ses auteurs.

8. M. Ramaker fait observer que s'il existe dans toutes les sociétés des types de soins et de comportements fondés sur l'âge, le sexe et les différentes étapes de la vie sociale qui sont généralement considérés comme des pratiques traditionnelles et si certaines d'entre elles peuvent être inoffensives, voire bénéfiques, celles qui portent sur les fillettes, le mariage et la sexualité ont souvent des répercussions préjudiciables sur l'ensemble de la population féminine. La mutilation génitale des femmes est une de ces pratiques traditionnelles profondément enracinée et très généralisée qui ont de graves conséquences sur la santé des femmes et des fillettes. La communauté internationale doit agir sans tarder et ne négliger aucun effort pour éliminer cette pratique et, à cette fin, adopter les mesures envisagées dans le projet de résolution.

9. L'élimination des pratiques traditionnelles qui ont un impact négatif sur les femmes et les fillettes, et en particulier la mutilation génitale des femmes, constituerait un progrès considérable sur la voie d'une amélioration de la situation et de la santé des femmes ainsi que de la réalisation des objectifs essentiels de la communauté internationale, comme ceux que sont l'égalité entre les sexes et l'habilitation des femmes. Aussi y a-t-il lieu de se féliciter de ce que des pays de régions très différentes se soient joints aux auteurs du projet ainsi que de l'appui que ces pays fournissent traditionnellement dans ce domaine. Il faut espérer que l'adoption du projet de résolution marquera le point de départ d'un processus qui ne pourra aboutir que si des mesures cohérentes et efficaces sont adoptées. A cet égard, la Commission de la condition de la femme et la Commission des droits de l'homme devraient débattre de cette question quant au fond, et les activités sur le terrain devraient être renforcées au moyen de toute l'assistance possible de la communauté internationale.

Projet de résolution de A/C.3/52/L.17

10. Le PRESIDENT appelle l'attention de la Commission sur le projet de résolution A/C.3/52/L.17, intitulé "Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme" et fait savoir qu'Israël, le Libéria et

le Malawi se sont joints aux auteurs. Le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

11. Le projet de résolution de A/C.3/52/L.17 est adopté sans vote.

Projet de résolution de A/C.3/52/L.19

12. Le PRESIDENT appelle l'attention de la Commission sur le projet de résolution A/C.3/52/L.19, intitulé "La violence contre les travailleuses migrantes", et fait savoir qu'Israël, le Libéria, le Malawi, le Maroc, le Pakistan, les Pays-Bas et l'Uruguay se sont joints aux auteurs. Le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

13. Mme NEWELL (Secrétaire de la Commission) donne lecture des amendements apportés oralement au projet de résolution. Au septième alinéa du préambule, le mot "soulignant" doit être remplacé par le mot "reconnaissant" et, au paragraphe 3 du dispositif, il convient d'insérer les mots "en particulier" entre les mots "travailleuses migrantes" et "par des actions suivies", le mot "notamment" doit être supprimé entre les mots "internationale" et "en élaborant" et, dans le texte espagnol, le mot "log" doit être ajouté avant les mots "enfoques innovadores".

14. Le projet de résolution de A/C.3/52/L.19 est adopté sans vote.

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES, QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES, AUX RAPATRIES ET AUX PERSONNES DEPLACEES ET QUESTIONS HUMANITAIRES (suite) (A/52/12 et Add.1, A/52/273, A/52/274 et Corr.1, A/52/360, A/52/97 et A/52/116-S/1997/37)

15. M. ERWA (Soudan) rappelle que son pays, qui est partie à tous les instruments internationaux et régionaux conclus pour promouvoir et protéger les droits des réfugiés, accueille depuis de nombreuses années des réfugiés de pays voisins, qui sont déjà au nombre d'un demi-million. Il fournit toute l'aide possible à ces personnes et leur offre la possibilité de rentrer volontairement dans leur pays. La communauté internationale doit assumer une partie de cette charge, et il est très inquiétant de constater que les ressources allouées aux réfugiés au Soudan aient été considérablement réduites au cours des quelques dernières années, de sorte qu'elle ne permettent de couvrir que 30 % des coûts. Les crédits budgétaires alloués à la réalisation au Soudan de programmes du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sont hors de proportion avec le nombre de réfugiés accueillis par le pays, en comparaison du nombre de réfugiés qui ont cherché abri dans d'autres Etats.

16. Le séjour de plus d'un demi-million de réfugiés au Soudan pendant 30 ans a eu un sérieux impact sur les écosystèmes et les ressources naturelles ainsi que sur la situation politique et sur la situation en matière de sécurité. Au Soudan, les réfugiés ne vivent pas dans des camps et ne remplissent donc pas les conditions nécessaires pour pouvoir bénéficier d'une assistance internationale. Il faut par conséquent que le HCR procède à un recensement des réfugiés qui se sont installés dans différentes régions du pays. Souvent, les projets de relèvement des zones affectées présentés aux pays donateurs et au HCR sont rejetés sans aucune explication, de sorte que les motifs de ce refus semblent être de caractère politique. A cet égard, le Soudan considère qu'il ne faut pas

mélanger les considérations humanitaires et politiques et il demande aux pays donateurs qui ont réduit leurs programmes d'assistance et de relèvement de reprendre leurs activités et d'honorer les engagements pris dans le cadre des programmes antérieurs. Il convient de relever, à cet égard, l'assistance fournie par l'Union européenne.

17. Le rapatriement volontaire est le pilier sur lequel doit être fondée la solution du problème des réfugiés. Le Soudan a conclu des accords tripartites avec le HCR et plusieurs pays voisins, comme l'Erythrée, l'Ethiopie et le Tchad. Dans le cas de l'Erythrée, il importe que ce pays respecte les accords conclus et accueille des nationaux exilés depuis trois ans. Dans ce contexte, le Soudan fait appel à la communauté internationale pour qu'elle organise une conférence de tous les pays de la région de la Corne de l'Afrique afin de parvenir à un accord-cadre général concernant le rapatriement volontaire des réfugiés. Le Soudan est disposé à accueillir cette conférence, mais en tout cas à y participer en qualité de pays voisin.

18. Le Soudan a toujours porté beaucoup d'intérêt à ceux de ses ressortissants qui ont cherché abri sur le territoire d'Etats voisins par suite de la guerre injuste qui est imposée au pays depuis plus de 13 ans. La communauté internationale doit accorder aux réfugiés soudanais l'assistance et la protection dont ils ont besoin et veiller à ce que les pays intéressés permettent aux autorités soudanaises de visiter les camps et de s'assurer de leur situation. Dans le cadre des initiatives prises par le Soudan pour rapatrier ses réfugiés, il a été signé avec la République centrafricaine un accord en vertu duquel 540 réfugiés ont regagné leurs foyers.

19. Le Soudan considère que l'existence de réfugiés mineurs non accompagnés est l'un des plus regrettables de tous les phénomènes qu'entraînent les conflits armés, vu que les enfants, et en particulier les filles sont particulièrement vulnérables. Les droits de ces enfants sont constamment violés : ils sont recrutés comme soldats, ils sont utilisés comme boucliers humains et leurs droits et leur dignité sont constamment violés. En outre, le Soudan aspire au rétablissement de la paix pour qu'il soit mis fin à des pratiques odieuses comme les enlèvements d'enfants par le mouvement insurrectionnel. Le Soudan présentera pendant la session en cours un projet de résolution tendant à ce qu'une assistance soit fournie aux mineurs non accompagnés, et il espère que tous les Etats appuieront cette initiative.

20. Le Soudan fait tout ce qui est en son pouvoir pour faire disparaître les raisons qui ont poussé des ressortissants soudanais à se réfugier hors du pays, et il est pleinement résolu à mettre en oeuvre les programmes de rapatriement volontaire qui sont exécutés en coordination avec le HCR et avec les pays intéressés. A cet égard, la signature par le Gouvernement soudanais de l'Accord de paix de Khartoum, dont une seule des parties est exclue, a stabilisé de vastes régions du Sud du pays et a créé un climat propice au rapatriement volontaire de nombreux réfugiés. Pour trouver une solution définitive aux problèmes du Sud et créer des conditions propices à la stabilité et à la prospérité, le Gouvernement soudanais mène actuellement des négociations avec la partie qui ne s'est pas encore associée à cet accord.

21. Mme KAPALATA (République-Unie de Tanzanie) souscrit à la déclaration faite par la délégation du Botswana au nom des 14 Etats de la Communauté de l'Afrique

/...

australe pour le développement (SADC) au sujet du point de l'ordre du jour à l'examen. La délégation tanzanienne accueille favorablement le rapport du Haut Commissariat (A/52/12), même s'il n'insiste peut-être pas assez sur l'importante contribution des pays d'origine et d'accueil, et en particulier de ce dernier, aux activités réalisées par le HCR pour résoudre le problème des réfugiés et des personnes déplacées. La diminution du nombre mondial de réfugiés enregistrée en 1996 dont il est question dans le rapport s'explique en partie par la création d'un climat propice au rapatriement volontaire, solution que la République-Unie de Tanzanie a toujours prônée en tant que droit des réfugiés. Dans ce contexte, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda et le HCR ont conclu en avril 1995 un accord tripartite concernant le rapatriement volontaire des réfugiés rwandais dont ont bénéficié environ un demi-million de réfugiés en décembre 1996. Ce rapatriement n'aurait pas été possible sans l'appui du HCR.

22. Alors même que ce poursuivait le rapatriement des réfugiés rwandais, les événements qui se sont produits dans l'Est du Zaïre et au Burundi ont précipité de nouvelles vagues de réfugiés vers la République-Unie de Tanzanie. En novembre 1996, au plus fort des hostilités dans l'Est du Zaïre, la Tanzanie s'est vue obligée d'accueillir chaque jour un millier de réfugiés en provenance de ce pays. En juin 1997, la Tanzanie a accueilli, entre autres, 74 000 réfugiés de la République démocratique du Congo. Après l'amélioration de la situation politique dans ce pays, la Tanzanie, la République démocratique du Congo et le HCR ont conclu le 21 août 1997 un accord tripartite concernant le rapatriement volontaire des réfugiés congolais. Cette opération, mise en route le 1er septembre 1997, avait permis, à la mi-septembre, de rapatrier 1 700 des 20 000 réfugiés ayant exprimé la volonté de regagner leurs foyers.

23. L'on a constaté ces dernières années une érosion préoccupante du régime de l'asile, aussi bien dans les pays développés du Nord, où la xénophobie aggrave le problème, que dans les pays de l'hémisphère Sud, où a commencé à apparaître une "lassitude de la compassion". La République-Unie de Tanzanie accueille des réfugiés depuis son accession à l'indépendance, et cela au prix de grands sacrifices, n'ayant que peu de ressources et n'ayant reçu qu'une assistance internationale insuffisante. Malgré tout, le pays ne peut pas faire face indéfiniment à ce fardeau. L'arrivée d'un grand nombre de réfugiés dans le pays a exercé d'énormes pressions sur l'économie et l'environnement et a provoqué des tensions sociales. Le gouvernement a néanmoins essayé d'alléger les souffrances des réfugiés avec l'aide du HCR, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et des organisations non gouvernementales. Afin de sauvegarder le régime de l'asile, la communauté internationale doit partager le fardeau que supportent les pays d'asile, accorder une attention accrue au droit des réfugiés de rentrer volontairement dans leurs foyers dès que possible et fournir une assistance aux pays d'origine pour qu'ils éliminent les causes profondes du problème cyclique des réfugiés. Cette stratégie comprend l'organisation de programmes de réinstallation par le HCR et l'ouverture de négociations politiques avec les pays d'origine afin de trouver des solutions politiques et de promouvoir le respect des droits de l'homme.

24. M. OTUYELU (Nigéria) fait observer que si, en 1996, le nombre de réfugiés est tombé de 14,5 millions à 13,2 millions et s'il a été possible d'assurer le rapatriement volontaire de 3,2 millions de personnes, l'instabilité qui règne dans certaines régions du monde est alarmante, spécialement dans la région des

Grands Lacs, au Congo et en Sierra Leone en Afrique ainsi qu'en Afghanistan et dans d'autres pays d'Asie centrale. Le Nigéria se félicite de la conclusion du Plan d'action pour les réfugiés indochinois, du renforcement des activités de préparation en cas d'urgence et du renforcement des capacités d'intervention du HCR. S'agissant du rapport du Secrétaire général relatif à l'assistance aux mineurs réfugiés non accompagnés (A/52/273), il y a lieu de relever que ce problème est particulièrement grave dans la région des Grands Lacs, comme l'avait déjà indiqué Mme Machel dans son étude (A/51/306). Ces enfants souffrent toute leur vie des séquelles physiques et mentales des mauvais traitements dont ils ont fait l'objet. Aussi convient-il de se féliciter que l'Organisation des Nations Unies, les Etats Membres et les organisations non gouvernementales continuent de formuler des stratégies concrètes pour accorder à ces enfants la protection et l'assistance dont ils ont besoin et garantir leur réinsertion sociale. Dans ce contexte, le Nigéria accueille favorablement la coopération instaurée entre le HCR, l'UNICEF et les organisations non gouvernementales et en particulier les activités de formation du personnel chargé d'identifier les familles des enfants réfugiés et de donner à ces derniers les soins nécessaires. Il convient de se féliciter aussi de la collaboration d'institutions comme le Comité international de la Croix-Rouge, Save The Children, Radda Barnan, Food for the Hungry International, le HCR et l'UNICEF. Les publications préparées par le HCR et l'UNICEF au sujet de la protection des enfants réfugiés et de l'aide à apporter à ces enfants en situation d'urgence sont des éléments positifs aussi, de même que les accords conclus entre le HCR et de nombreuses ONG sous-régionales et internationales en vue de fournir des secours aux mineurs non accompagnés en périodes d'urgence.

25. Le HCR a réussi à réunir un grand nombre d'enfants réfugiés avec leurs familles dans la région des Grands Lacs, mais la communauté internationale doit appuyer la réinsertion sociale de ces enfants. Il importe également de remédier aux abus dont font l'objet les enfants réfugiés, comme l'exploitation sexuelle ou le recrutement d'enfants et d'adolescents dans les forces armées. Le plus important est cependant d'éliminer les causes profondes du problème des réfugiés, car ce n'est qu'ainsi que l'on pourra réduire le nombre d'enfants réfugiés et que ceux-ci cesseront de faire l'objet de mauvais traitements. A cette fin, il faut s'attaquer aux facteurs économiques, sociaux et politiques, promouvoir une culture de la paix et de la tolérance, appuyer les programmes d'atténuation de la pauvreté et accroître les possibilités d'emploi. Cela étant, la communauté internationale doit mobiliser des ressources suffisantes pour que le HCR et les autres organisations compétentes puissent subvenir aux besoins des réfugiés et des personnes déplacées dans le monde entier.

26. Mme ESHMAMBETOVA (Kirghizistan) relève que la persistance des conflits rend inévitable des exodes de réfugiés. La tragédie que connaît la région des Grands Lacs a fait des centaines de milliers de réfugiés, et l'instabilité qui prévaut en Afghanistan empêche le retour volontaire des réfugiés afghans. D'un autre côté, la signature de l'accord entre le Tadjikistan et la Tchétchénie pourra faciliter le retour des réfugiés de ces régions, et le rapatriement des réfugiés de Bosnie-Herzégovine, qui a continué de progresser, a permis au HCR d'orienter son action vers la réinsertion sociale des réfugiés. Malgré tout, le problème des réfugiés ne pourra pas être résolu si ses causes profondes ne sont pas éliminées, autrement dit s'il n'est pas mis fin aux conflits. En ce sens, il y a lieu de féliciter le HCR de l'oeuvre qu'il accomplit pour promouvoir la



tolérance et le respect des droits de l'homme et de ceux des minorités ethniques.

27. Dans le cadre des activités de prévention des conflits recommandées dans le programme d'action de la Conférence de la Communauté des Etats indépendants, deux bureaux du HCR ont été ouverts au Kirghizistan, et l'on a commencé à réaliser un projet d'élaboration de manuels sur la tolérance ethnique, dont le premier a déjà été introduit dans les écoles du pays en 1996. Le Kirghizistan a adhéré à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi qu'au Protocole y relatif de 1967 et s'est engagé à secourir les réfugiés du Tadjikistan, conformément à un accord tripartite signé avec ce pays et le HCR. En outre, d'ici à la fin de l'année, le Parlement kirghize doit approuver des lois sur les réfugiés et l'immigration qui remplaceront les dispositions provisoires relatives à la présence de ces personnes sur le territoire national. Dans le cadre d'un autre accord tripartite conclu entre le Kirghizistan, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et le HCR, il a été créé un centre d'études sur les problèmes liés aux réfugiés et l'immigration qui a déjà organisé plusieurs séminaires. Il a également été organisé une réunion de travail à laquelle ont assisté des représentants de l'Etat, du HCR et des organismes des Nations Unies représentés dans les cinq républiques d'Asie centrale. Outre les activités menées pour sensibiliser le public et faciliter la promulgation de lois relatives aux réfugiés, le HCR aide des réfugiés du Tadjikistan qui se trouvent en Afghanistan et en Tchétchénie et s'emploie à promouvoir leur réinsertion sociale. A cette fin, il a été préparé un programme de promotion de l'emploi des réfugiés dans le cadre duquel une assistance financière est fournie aux employeurs et des crédits sont accordés aux réfugiés qui créent leur propre affaire. Le Gouvernement kirghize se félicite des résultats obtenus par le HCR grâce au dévouement de son personnel et à sa collaboration avec l'OIT, la Croix-Rouge, le PNUD et les organisations non gouvernementales.

28. M. PERINAT (Mission permanente d'observation de l'Ordre souverain et militaire de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies) déclare que l'Ordre de Malte, institution fort ancienne fondée pour secourir les malades et les nécessiteux, fournit actuellement, par l'entremise de ses organismes et organisations multinationales spécifiques, une aide alimentaire aux malades et aux personnes sinistrées par des conflits ainsi qu'aux victimes d'expatriations forcées, de catastrophes naturelles et d'autres catastrophes, sans égard à leur race, leur nationalité, ou leur religion. L'Ordre de Malte a des membres associés dans 40 pays et a une représentation diplomatique dans 75 Etats; il fournit une assistance à quelque 100 pays; il a approximativement 11 000 membres et peut compter sur le concours de 70 000 volontaires permanents; il reçoit des fonds de plus de 1 million de donateurs; et fournit une assistance à quelque 15 millions de personnes. L'Ordre entretient 16 hôpitaux, 33 cliniques, de nombreux dispensaires, des programmes de lutte contre les maladies endémiques, des hospices pour malades incurables, des résidences pour personnes du troisième âge et invalides, des ateliers pour handicapés, des jardins d'enfants, des centres de réhabilitation de toxicomanes et des établissements de secours aux réfugiés, le tout sur les cinq continents, mais surtout dans des régions ou pays en développement. Il convient de relever aussi les activités de formation des volontaires qui fournissent les premiers secours dans les camps de réfugiés.

29. Ces dernières années, l'Ordre de Malte a coopéré avec plusieurs organismes des Nations Unies, plus particulièrement avec l'OMS dans la lutte contre la lèpre et les soins médicaux aux observateurs militaires de l'ONU, ainsi qu'avec le HCR. Les organismes qui dépendent de l'Ordre de Malte bénéficient du resserrement de la coopération entre le HCR et l'Union européenne. L'Ordre, qui est disposé à collaborer avec le HCR pour formuler une stratégie conjointe pour la réalisation des buts humanitaires communs, suivra avec la plus grande attention les activités du HCR, vu qu'il participera désormais aux réunions de travail de son comité permanent. Enfin, il serait bon que l'Organisation des Nations Unies étudie la possibilité de protéger le personnel et les centres de l'Ordre de Malte, qui mènent une oeuvre humanitaire dans les régions affectées par des conflits.

30. M. NDARUZANIYE (Burundi), se référant à la situation créée par la présence de réfugiés armés parmi les réfugiés qui vivent dans les camps de la région des Grands Lacs, fait observer que cette situation risque d'échapper à tout contrôle si la communauté internationale ne répond pas d'urgence à l'appel lancé par le HCR en vue de séparer ces deux groupes. L'activisme politique et militaire des réfugiés armés non seulement compromet la sécurité des pays d'accueil mais encore sape la confiance des Etats et des réfugiés dans les activités humanitaires du HCR et de la communauté internationale. Aussi le HCR et les pays d'accueil doivent-ils avoir recours à toutes les mesures prévues dans les conventions relatives aux réfugiés afin de contrôler et d'organiser les camps de réfugiés et d'éviter d'assumer la responsabilité des problèmes créés par les réfugiés armés qui opèrent impunément dans les camps. Le fait que les réfugiés armés détournent l'aide humanitaire à des fins militaires dans ces très vastes camps finira par être interprété comme un acte de complicité si le HCR et les pays d'accueil ne réussissent pas à séparer vraiment les deux groupes de réfugiés et à faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne effectivement à ceux qui en ont besoin.

31. Le Gouvernement du Burundi appuie le programme d'assistance aux enfants réfugiés non accompagnés, qui sont, de tous les réfugiés, le groupe social le plus vulnérable. Le Gouvernement et le peuple du Burundi savent gré à la communauté internationale de l'assistance qu'elle a fournie aux réfugiés du pays. Le gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour appliquer les accords internationaux relatifs aux réfugiés et pour créer des conditions propices au retour volontaire de tous les réfugiés burundais. Aussi demande-t-il instamment au HCR de ne pas s'abstenir de promouvoir ou de faciliter le rapatriement des réfugiés. Grâce à la bonne volonté du gouvernement et à la confiance qu'inspire le processus de paix, il a été possible d'assurer entre juillet 1996 et octobre 1997 le retour dans le pays de plus de 215 000 personnes inscrites sur les registres du HCR, ainsi que bien d'autres qui n'y figurent pas.

32. M. Ndaruzaniye remercie le PNUD de l'aide qu'il fournit à son pays pour mettre en place une base de données et un système d'information sur les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées. Il insiste en outre sur la nécessité humanitaire de secourir immédiatement les personnes qui sont en danger dans leur propre pays. Le Gouvernement burundais a l'intention de faire en sorte que les personnes qui ont été victimes de déplacements forcés puissent récupérer leurs biens et il souhaite à cette fin compter sur l'appui de ses partenaires habituels pour la mise en oeuvre d'un programme national de

reconstruction et de réinsertion sociale de tous les rapatriés, des personnes déplacées et des mineurs non accompagnés dans des familles d'accueil de l'ensemble du pays.

La séance est levée à 16 h 50.